Dans le cadre de la mise en œuvre du programme conjoint UNICEF-UNFPA pour l'accélération de l'abandon des Mutilations génitales féminines (MGF), une mission conduite par Mme Reine Sakandé/Bénao, Secrétaire permanente du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision (SP-CNLPE) a tenu à Zorgho, une rencontre d'information et de sensibilisation avec les conseillers municipaux des communes- cibles de la province, le 25 septembre 2013.

Placée sous la présidence du haut-commissaire de la province, Sibiri de Issa Ouédraogo, président du conseil provincial de lutte contre la pratique de l'excision, la rencontre avait pour objectifs entre autres, d'informer les conseillers municipaux de la situation des MGF dans le monde et au Burkina, renforcer leur connaissance sur les méfaits de cette pratique et échanger sur les stratégies développées par le SP/CNLPE et les partenaires d'exécution.

« L'excision a la peau dure au Burkina », a reconnu la SP-CNLPE. En effet, malgré les différentes mesures prises par le gouvernement burkinabè pour son éradication, elle persiste encore. Les données de l'EDS IV indiquent que 76% des femmes de 15 à 49 ans et 13% des filles de 0 à 14 ans sont victimes de cette pratique dans notre pays.

Principalement dans les communes concernées par la mise en œuvre du programme conjoint UNICEF-UNFPA, plusieurs activités ont été menées visant à l'abandon totale de cette pratique avec des acquis certes, mais la lutte doit se poursuivre. L'implication de tout un chacun s'avère alors nécessaire pour une pérennisation des acquis.

Les conseillers municipaux, en tant que leaders politiques de leur localité, sont alors des maillons puissants à mettre à contribution dans cette lutte d'où l'importance de cette rencontre.

A travers deux communications, ils ont eu des informations sur l'ampleur de la pratique de l'excision dans le monde et au Burkina. Ils ont renforcé leurs connaissances sur les conséquences de la pratique sur fond de film illustratif, les actions de lutte engagées et les acquis.

Les Mutilations génitales féminines étant une atteinte aux droits des femmes et des filles, une nuisance à leur santé sexuelle et reproductive, une troisième communication portant « Genre,

droits humains et Santé sexuelle et reproductive (SSR) », a été également livrée.

Pour la SP/CNLPE, il faut beaucoup de sensibilisation, d'éducation et de communication pour venir à bout de la pratique de l'excision.

Elle a alors joint sa voix à celle du haut-commissaire pour inviter les politiques (conseillers, maires... ), les coutumiers, les religieux, la société civile à se donner la main pour parvenir à l'abandon totale de cette pratique.

Burkina Faso [Mondial 2014-Algérie - Djamel Mesbah confiant face aux Etalons]

Les Fennecs d'Algérie se rendent à Ouagadougou le 12 octobre prochain pour affronter le Burkina Faso. … [Voir Plus »]